

ÉNERGIE

L'urbanisation, principal moteur de la croissance africaine

En Ouganda, l'urbanisation **PROVOQUE UNE EXPLOSION DES BESOINS EN ÉLECTRICITÉ**. Proparco, le bras privé de l'AFD, participe au financement d'un nouveau barrage.

PAR XAVIER HAREL, EN OUGANDA

La remorque du poids lourd effectue une périlleuse marche arrière à l'intérieure de la cathédrale de béton et d'acier posée au fond d'un bras du Nil Blanc, l'un des deux affluents du Nil. Des ouvriers ougandais vêtus de combinaisons oranges grimpent sur la remorque pour accrocher le demi cercle d'acier de six mètres de diamètre aux lourdes chaînes d'une grue. La pièce géante estampillée Alstom accueillera dans quelques semaines la première des cinq turbines du barrage de Bujagali.

Un projet majeur pour l'Ouganda, puisqu'il va permettre de doubler la production d'électricité du pays. Situé à une dizaine de kilomètres seulement de la sortie du lac Victoria, la plus grande réserve d'eau douce du continent, le barrage provoquera l'inondation de 130 hectares. Plusieurs milliers de personnes ont dû être relogées ou indemnisées. Mais pour Sikander Lalani, « c'est un projet fantastique ». D'origine indienne mais né en Ouganda, cet entrepreneur est à la tête de Roofings, une entreprise prospère (260 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2009) de tôle ondulée, du fil de fer ou des tuyaux profilés dont l'activité progresse de 30 % à 40 % par an.

« Le problème, explique-t-il, c'est qu'il n'y a pas suffisamment d'électricité en Ouganda. » Son usine, installée dans un parc industriel à la sortie de Kampala doit faire face à au moins deux délestages par semaine l'obligeant à recourir à de coûteux groupes électrogènes. Les deux barrages en amont, situés à Nalubaale et Kiira, ne suffisent plus à satisfaire une demande en forte croissance. La multiplication des centrales thermiques couplée à la flambée des cours du pétrole ont renchéri le coût de l'électricité.

TROIS NOUVEAUX PROJETS

Le barrage de Bujagali, qui doit être achevé en 2012, est l'assurance pour ce chef d'entreprise d'une énergie abondante à défaut d'être bon marché. Il prévoit d'investir plus de 110 millions de dollars dans trois nouveaux projets : galvanisation de fil de fer, fer à béton, laminage de tôle

pour faire face à une demande de produits de construction en plein boom.

« Les Africains sont devenus le principal moteur de la croissance du continent », explique Luc Rigouzzo, directeur général de Proparco. L'institution financière de développement détenue par l'Agence Française de Développement (AFD) concentre l'essentiel de son activité sur le financement de projets d'infrastructures. L'Ouganda reste essentiellement rural mais le pays n'échappe pas à l'urbanisation galopante de l'Afrique. En 2030, la moitié de la population du continent vivra en ville. A l'instar de ce pays voisin du Kenya, les économies africaines, qui étaient jusqu'ici essentiellement tournées vers l'extérieur, sont en train de se constituer un véritable marché domestique. « Cette révolution silencieuse condamne l'Afrique à la croissance économique », estime Jean-Michel Severino, le patron de l'AFD qui vient de publier avec Olivier Ray « le Temps de l'Afrique » (Odile Jacob).

INVESTISSEMENTS COLOSSAUX

Avec une croissance moyenne de près de 8 % par an depuis le début de la décennie, l'Ouganda peine à satisfaire la demande d'électricité. Avec 50 kilowatt/heure par an et par habitant, le pays consomme quatre fois moins d'électricité que le Kenya voisin et 160 fois moins que la moyenne des pays de l'OCDE. Un problème qui n'est pas propre à ce petit pays d'Afrique de l'Est. Le FMI rappelait récemment qu'avec 63 gigawatts (GW), la



Le barrage de Bujagali, qui doit être achevé en 2012. Un projet majeur pour l'Ouganda, puisqu'il va permettre de doubler la production d'électricité du pays.

capacité de production de l'ensemble du continent noir ne dépasse pas celle de l'Espagne.

Pour répondre aux besoins, l'Afrique va devoir engager des investissements colossaux. Si le continent noir vise un taux d'accès au courant électrique

Le barrage de Bujagali offre un modèle de financement original puisqu'il est 100 % privé.

de 35 % en 2015 — ce qui revient à connecter 3 millions de ménages par an —, il faudrait investir l'équivalent de 47 milliards de dollars par an, soit 6 % à 7 % de son PIB, selon le FMI. Le barrage de Bujagali offre un modèle de financement original puisqu'il est 100 % privé. L'idée de construire un troisième barrage à la source du Nil Blanc remonte aux années 1990. Mais les finances publiques de l'Ouganda, dirigé depuis 1986 par Yoweri Museveni, ne le permettaient pas.

L'Aga Khan Development Network (AKDN), l'un des plus importants réseaux de développement privés au monde, et l'américain Sithe (Blackstone) sont actionnaires du barrage

qu'ils géreront en concession pour trente ans. Pour financer ce projet — dont le coût à doubler pour atteindre 872 millions de dollars — ils ont bénéficié de prêts de nombreux bailleurs de fonds (SFI, BAD, BEI, Proparco et de plusieurs banques commerciales).

Un projet rentable pour l'Aga Khan et Sithe. « Les investisseurs en fonds propres ne se déplacent pas en dessous de rendements inférieurs à 15 % », explique le directeur général de Proparco. Mais au total, le gouvernement ougandais n'a avancé que quelques dizaines de millions de dollars pour un projet qui lui permettra de doubler la capacité de production d'électricité du pays. ■

SERGE MICHAILOF, ANCIEN DIRECTEUR À LA BANQUE MONDIALE (*)

« Il faut sortir d'une vision caritative de l'aide »

Vous affirmez dans votre livre (*) que les chiffres de l'aide française sont bidonnés...

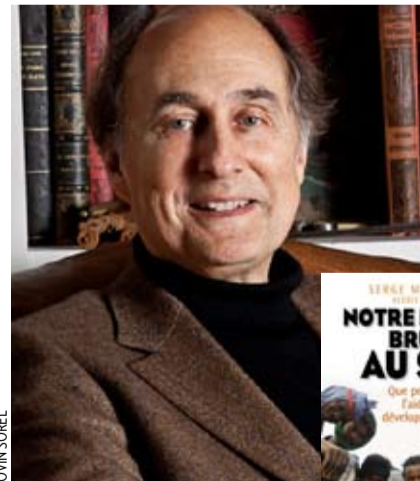
En fait, c'est le concept même de l'aide publique au développement élaboré par l'OCDE qui est un indicateur fourre tout. La France, comme de nombreux pays, exploite au maximum cette définition extensive de l'aide si bien que le thermomètre ne signifie plus grand-chose. Sur les 8,5 milliards d'euros comptabilisés comme de l'aide en 2009, on retrouve 2,4 milliards d'euros d'annulation de dette, 900 millions d'euros destinés à financer la scolarité d'étudiants étrangers, 380 millions d'euros pour Mayotte, Wallis et Futuna, soit des territoires français, mais aussi des frais de recherche pour 320 millions d'euros. La moitié de l'aide française ne correspond pas à ce que l'on peut considérer comme une aide effective.

Vous regrettez également que la France fasse appel aux bailleurs multilatéraux ?

Historiquement l'aide a d'abord été un instrument de lutte contre le communisme puis d'accompagnement de la décolonisation. Depuis la fin de la guerre froide, la légitimité de l'aide est devenue caritative. Or on oublie qu'elle est aussi un instrument de politique étrangère et qu'elle doit répondre aux préoccupations des pays développés : lutte contre le réchauffement climatique, stabilisation des États faillis...

Que voulez-vous dire ?

Des États qui implorent comme l'Afghanistan ou la Somalie constituent des maux publics mondiaux. Or, la France, qui n'hésite pas à envoyer des troupes dans ces pays, n'a pas trois sous à mettre sur la table pour participer à leur reconstruction. Sur 8,5 milliards



GOVIN SOREL

90 % des moyens financiers en termes de dons ont été confiés à des institutions multilatérales comme les agences des Nations unies, la Banque mondiale ou le Fonds européen pour le développement (Fed). Or, la France pèse peu sur l'action de ces institutions.

Transférer la quasi totalité de notre aide à des bailleurs multilatéraux revient à céder notre politique étrangère à la Banque Mondiale ou à Bruxelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR XAVIER HAREL



(*) « Notre maison brûle au Sud, que peut faire l'aide au développement », de Serge Michailof et Alexis Bonnel. Fayard, mars 2010.

d'euros d'APD, la France compte moins de 250 millions d'euros par an de subventions bilatérales (confiées à l'Agence Française de développement). Pour une raison simple :